

Affaires courantes

Mme le vice-président: La Chambre accorde-t-elle son consentement unanime à l'honorable secrétaire parlementaire pour qu'il propose sa motion?

Des voix: D'accord.

Mme le vice-président: La Chambre a entendu l'énoncé de la motion. Plaît-il à la Chambre d'adopter cette motion?

Des voix: D'accord.

(La motion est adoptée.)

* * *

[Traduction]

EXAMEN DE LA RÉGLEMENTATION

APPROBATION DU PREMIER RAPPORT DU COMITÉ MIXTE PERMANENT

M. Derek Lee (Scarborough—Rouge River): Madame la Présidente, conformément à l'avis de motion que j'ai déposé, j'aimerais proposer que soit agréé le premier rapport du Comité mixte permanent de l'examen de la réglementation, présenté à la Chambre le lundi 17 juin 1991.

(La motion est adoptée.)

* * *

PÉTITIONS

L'AGRICULTURE

M. Don Boudria (Glengarry—Prescott—Russell): Madame la Présidente, en vertu de l'article 36 du Règlement, je voudrais déposer une pétition à la Chambre.

Les pétitionnaires prient le Parlement d'aider les producteurs de céréales et d'oléagineux qui sont aux prises avec de terribles problèmes d'argent cette année. Ils exhortent le gouvernement, comme mon collègue d'Algonoma l'a fait plus tôt aujourd'hui, à les secourir en cette période très difficile.

L'OFFICE NATIONAL DU FILM

M. Mac Harb (Ottawa—Centre): Madame la Présidente, je dépose une pétition signée par des électeurs de la région d'Ottawa—Carleton.

Les pétitionnaires demandent que le film *The Burning Times* soit retiré de la circulation et que l'Office national du film présente de excuses officielles aux catholiques.

Selon eux, la présentation des faits historiques et les commentaires sont tendancieux et hostiles à l'Église catholique. Toujours selon les pétitionnaires, le film vise à susciter la haine et l'incompréhension pour la religion catholique.

LA SOCIÉTÉ RADIO-CANADA

M. Derek Blackburn (Brant): Madame la Présidente, j'invoque l'article 36 du Règlement pour présenter une pétition signée par des citoyens du sud-ouest de l'Ontario.

Les pétitionnaires prient le Parlement premièrement de demander au gouvernement d'envisager de redonner un financement adéquat à la CBC pour que le réseau public puisse remplir son mandat et jouer son rôle central dans la vie de notre pays, et, deuxièmement, de réexaminer les priorités du gouvernement en ce qui concerne la diminution des ressources accordées aux institutions canadiennes et la privatisation.

L'ÉDUCATION

M. Sergio Marchi (York—Ouest): Madame la Présidente, je suis heureux de présenter une pétition signée par des Canadiens.

Étant donné que nous devons devenir plus compétitifs sur le plan mondial, que nous avons besoin, pour cela, d'une main d'oeuvre compétente et que notre grand pays connaît un taux d'analphabétisme scandaleux de 38 p. 100, ces pétitionnaires demandent au gouvernement de mettre en place, en consultation avec les gouvernements provinciaux, des normes nationales minimales pour les jeunes qui poursuivent leurs études et leurs carrières au Canada.

L'AGRICULTURE

Mme Christine Stewart (Northumberland): Madame la Présidente, conformément à l'article 36 du Règlement, j'ai le plaisir de présenter aujourd'hui à la Chambre une pétition qui demande au gouvernement de s'attaquer à une très grave question concernant les problèmes auxquels font face les producteurs de gains et d'oléagineux du Canada qui n'ont pas d'argent pour passer l'automne et encore moins pour vivre jusqu'au printemps. Les pétitionnaires prient humblement le Parlement de demander au gouvernement de fournir l'aide proposée par le comité permanent de l'agriculture de la Chambre des communes, le 29 août 1991.